



**Participation de Madame l'Ambassadeur Cédrine Beney
à la 4^{ème} Assemblée générale de l'Alliance Sahel
le 10 juillet 2022 à Nouakchott**

Speaking Points

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

La **volatilité du contexte politique et sécuritaire au Sahel** met à rude épreuve les populations, ainsi que nos efforts de développement et de paix dans la région. Les attaques incessantes contre les civils, ainsi que les dernières évolutions en lien avec la **Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)** nous le rappellent douloureusement.

Le Sahel revêt une **importance particulière** pour la Suisse, qui depuis plus de 50 ans, s'investit dans le développement, la paix et la sécurité de cette région. En effet, le Sahel est une priorité de notre **Stratégie pour l'Afrique subsaharienne 2021-2024**.

Les **défis** auxquels les pays sahéliens, en particulier le changement climatique, sont confrontés appellent des **réponses multidimensionnelles**. Soucieuse d'agir sur les causes profondes de la fragilité, la Suisse s'engage au Sahel à travers une **approche intégrée**, combinant **coopération au développement, aide humanitaire** et

programmes de **promotion de la paix** et des **droits de l'homme** (« Whole-of-Government-Approach »). Cet engagement s'élève à environ **140 millions d'euros par an**.

Sur le plan du **développement**, la Suisse dispose de programmes bien ancrés au Mali, au Niger, au Tchad et au Burkina Faso, ainsi qu'au Bénin. Ils s'articulent autour du **développement économique et rural**, de **l'éducation** et de la **formation professionnelle** ainsi que de la **gouvernance**. Face aux **crises successives**, la Suisse s'efforce constamment d'**adapter son portefeuille** pour répondre aux besoins changeants.

Consciente que les défis ne connaissent pas de frontières, la Suisse intervient, par le biais de divers partenaires régionaux, dans les **zones transfrontalières** les plus fragiles. Ces interventions visent à soutenir la coopération transfrontalière locale et à fournir des services de base.

Sur le plan de la **paix**, la Suisse siège pour la 1^{ère} fois de son histoire depuis le début de cette année au **Conseil de sécurité** des Nations Unies comme membre non permanent et est, plus que jamais, engagée à la promotion de la paix.

Au Sahel, la Suisse est présente à travers la **promotion d'espaces de dialogue**, le **soutien aux processus politiques participatifs** et la **prévention des violences**. Elle participe également aux **efforts collectifs** au sein des missions des Nations Unies ou de l'Union européenne. Bien que nous assistons actuellement à un **changement majeur de l'architecture de paix et de sécurité dans le Sahel**, la Suisse continuera à œuvrer en faveur d'une **paix durable** dans la région, ceci également afin de préserver les acquis et la stabilité des **pays du Golfe de Guinée**.

Nous sommes en effet convaincus **que la prévention et la résolution des conflits** par le dialogue demeurent indispensables. L'approche sécuritaire ne devrait pas être dissocié d'un travail à plus long terme, portant sur les problèmes de fond qui provoquent les violences armées, et visant à accompagner les **Etats** tout comme les **acteurs locaux** à trouver des **solutions qui leur sont propres**. Par ailleurs, dans les efforts de sécurisation des pays de la région, le **respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire** est fondamental. La promotion du **dialogue politique inclusif** – sans discrimination – et l'amélioration de la gouvernance permettent de **rétablir la confiance** et les liens entre les populations et leurs autorités.

Enfin, la Suisse poursuit depuis plusieurs années un **engagement pour la prévention de l'extrémisme violent** dans la région ouest-africaine, favorisant **une approche de « soft security »**. Il s'agit d'offrir des cadres de **dialogue inclusif** et des **formations** pour les acteurs clés, tels que les responsables politiques, les forces de sécurité et la société civile, afin de réduire les exclusions souvent à l'origine des dérives violentes, et d'aborder les **causes profondes de la violence**, qu'elles soient politiques, sociales, culturelles ou économiques.

Permettez-moi, Mesdames et Messieurs les Ministres, Excellences, Mesdames et Messieurs, de **réaffirmer notre détermination à agir** en faveur d'un **développement inclusif et de la paix** de la région du Sahel et de manière plus large en Afrique de l'Ouest. Nous devons **mutualiser nos efforts** et apporter des **réponses durables** aux besoins réels et urgents des populations et des acteurs concernés. A cet égard, la Suisse entend **poursuivre son engagement de longue date**, qui est aligné sur les priorités de développement nationales et régionales ainsi que celles des partenaires techniques et financiers internationaux sur place.

Je vous remercie.